

Le coup de gueule de vérité du préfet

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

3 février 2026



Le discours du préfet Thierry Devimeux (au micro, photo ci-dessus), prononcé le 30 janvier au Mémorial acte, lors du séminaire consacré au renouvellement urbain des communes membres de la communauté d'agglomération Cap excellence a mis à nu les dysfonctionnements profonds qui gangrènent notre Guadeloupe. Dans un langage direct, sans fioritures ni langue de bois. Des élus aux bailleurs sociaux, en passant par les entreprises et les gestionnaires de services publics, peu d'acteurs ont été épargnés. Ce réquisitoire, aussi cinglant soit-il, est un miroir tendu vers la Guadeloupe. Et si ce reflet est difficile à supporter c'est qu'il est d'une vérité crue que beaucoup reconnaissent, souvent dans le silence résigné des conversations privées.

Le préfet n'a pas prononcé le mot « corruption », mais il a peint le tableau

d'un système « extrêmement pervers » où les règles sont devenues optionnelles. Quand les collectivités ne paient pas leurs fournisseurs dans les délais, quand un syndicat d'eau s'endette colossalement tout en lançant de nouveaux marchés, quand les réseaux d'eau potable et d'assainissement sont laissés à l'abandon au point de « reconstruire sur du pourri », que signifient encore l'intégrité et la responsabilité publique ? Le lien qu'il établit est implacable : comment exiger des jeunes qu'ils respectent la loi quand les institutions censées l'incarner et la faire vivre la bafouent allègrement ?

Cette situation n'est pas née d'hier. Elle est le fruit d'une lente érosion, d'une accommodation quotidienne avec la médiocrité, d'un renoncement collectif à exiger le meilleur pour le bien commun. Cette médiocrité, hélas, fait des heureux. Elle profite à une minorité d'acteurs économiques, politiques ou associatifs qui tirent leur épingle d'un jeu désordonné et malfaisant. Pendant ce temps, la majorité subit : les familles dans des logements inadéquats, les entreprises étranglées par les impayés, les jeunes inactifs voire surdiplômés privés d'horizon et de repères, et tout un territoire qui s'enfonce dans le marasme, malgré ses immenses potentialités.

Certains s'offusqueront sans doute. On entendra les sempiternelles accusations : « *Encore un blanc venu nous donner des leçons.* » Cet argument, aussi prévisible que stérile, ne résiste pas à l'évidence des faits rapportés. La vérité n'a pas de couleur de peau. Le diagnostic posé est partagé par une large partie de la population, quelle que soit son origine. Le courage, ici, n'est pas dans l'origine de celui qui parle, et encore moins de son statut, mais dans sa volonté de dire, publiquement et sans détour, ce qui ne va plus. Ce courage, le préfet l'a eu. Le nôtre, à nous Guadeloupéens, serait maintenant de l'entendre sans nous réfugier derrière un réflexe défensif.

Plutôt que de nous sentir « gênés » par cette remontrance, saisissons-la comme une opportunité. La Rucap, avec ses 445 millions, est une chance.

Mais l'argent ne suffira pas. Il faut un changement radical de gouvernance et de culture. Il faut de la transparence, de la redevabilité, et une exigence de qualité. Il faut que chacun, à son niveau, se remette en question et assume ses responsabilités.

Le préfet tire la sonnette d'alarme. Ne le laissons pas devenir un simple coup d'éclat médiatique suivi d'un retour à l'anormal. La Guadeloupe mérite mieux que ce « *foutoir* » décrit. Elle a en elle les ressources. Mais pour cela, il faut avoir la lucidité de reconnaître le mal, et le courage de le combattre pour nous-mêmes et pour les générations futures. L'heure n'est plus aux murmures, mais à l'action.